

La feuille de route de la CEDEAO

- Les législatives le 20 décembre prochain
- Limitation du mandat présidentiel à deux et élections à deux tours
- Amélioration du cadre électoral
- Recomposition de la Cour Constitutionnelle P.3



La 53ème Session des chefs d'Etat de la CEDEAO



Passation de témoin entre Faure et Buhari

Réactions à la feuille de route de la CEDEAO

Le ministre Bawara : le gouvernement accueille avec « satisfaction, humilité et gratitude » les décisions de la CEDEAO



Agbéyomé Kodjo salue « la volonté affichée par toutes les parties à trouver une issue pacifique à la crise »



P.6

LTDH P.4

Réaction du gouvernement

Suite au rapport publié par la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme (LTDH) le 30 juillet 2018 sur la situation des droits de l'Homme depuis le 19 août 2017 jusqu'au 20 juillet 2018 et qui accuse l'Etat togolais de violation des droits de l'Homme, le gouvernement togolais réagit. Selon les autorités, ce rapport est « tendancieux » et « dénué de tout fondement objectif ».

Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC

Les chefs d'Etats pour une approche sécuritaire commune P.4



Faits divers

Bangolo: Le pasteur violait pendant des années, la fille mineure de son épouse

Tiémoko Didier, 38 ans, planteur et pasteur vivant à Dieouzon, dans la sous-préfecture de Bangolo, est un individu de peu de foi. Il abusait sexuellement de la jeune T.R., âgée de 15 ans, au moment des faits. Une enfant qui est pourtant la fille de sa propre femme.

De fait, informent nos sources, quand l'homme de Dieu convoitait en justes noces, avec sa bien-aimée T. Virginie, cette dernière était déjà mère d'une fille née d'un premier mariage. Une fillette en bas âge, que le pasteur accepte de prendre sous sa coupe, comme si elle était de son propre sang. C'est donc lui qui l'élève.

Les années passent et la gamine grandit très bien. Hélas, alors que la fillette prend de l'âge, le pasteur languit. Il l'observe, à la vérité, comme un fruit qu'il attend de voir mûrir, pour qu'il le cueille. Voilà que la petite T.R. est maintenant âgée de 15 ans. Tiémoko Didier ne peut plus attendre. Son faux Dieu qu'il adore, l'assure qu'il peut à présent, croquer la « chair fraîche, tendre », à belles dents....

Dounia Le Monde

Edité par le Groupe de Presse « Matinée Internationale »

Récépissé N° 24 du 1er août 1998
BP: 30277

Email:
dlamatine1@gmail.com

Siège:
Agoè sur la route de contournement

20ème année

Directeur de Publication:

Joachim Kokou LOKO

Cél: 90 33 54 86

Rédacteur en chef:

Régis TALIKPETI

Cél: 90 88 11 65

Rédaction:

Jean-Jacques OMA-IRE

Jean H.

André BABA

Othniel Papasron

Jean Jacques Mawu

Directrice Commerciale:

Cécile Ayéfouni SABI

Cél: 90120651

Imprimerie:

RAD Graphic

Comment ça va ?

Très bien: Robert Dusseh

Sommet CEDEAO-CEEAC, CEDEAO puis UEMOA les 30 et 31 juillet 2018. Soit trois grands sommets en deux jours. A ces sommets il faut ajouter celui de la Sécurité maritime et bien d'autres organisés au Togo et qui ne sont été marqués par l'arrivée au Togo des délégations de haut niveau. Il est nécessaire alors de reconnaître la vitalité et l'efficacité de la diplomatie togolaise incarnée par le Prof. Robert Dussey. Ce succès du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'intégration africaine est d'autant plus éclatant que plusieurs chefs d'Etat accompagnés de délégations impressionnantes sont arrivés au Togo dans le cadre de ces sommets précités. C'est donc l'occasion de souligner le dynamisme de ce ministre qui a redonné ses lettres de noblesse à la diplomatie et partant au Togo qui est aujourd'hui incontournable dans la sous-région. Vivement qu'il continue sur cette lancée.

**Bien: Bassa Djeri Sabirou**

C'est probablement un des meilleurs joueurs togolais évoluant à l'étranger. L'ancien gardien de Gbikinti de Bassar et goal titulaire des Eperviers du Togo est en train de confirmer tout son potentiel. La preuve, il vient de remporter le titre national du Cameroun avec Coton Sport. ECe quinzième titre conquis avec le togolais dans les buts a un goût inégalé en ce sens que depuis deux ans, cette équipe ne se retrouvait pas. C'est le premier titre de Bassa Djeri qui a signé cette saison avec l'ancien club d'un certain Djene Dakonam. Avec ce titre, Bassa Djeri a prouvé être au-dessus des championnats en Afrique et devrait avoir à cœur de prouver sa potentialité dans d'autres championnats plus hupés.

**Mal: Donald Trump**

Décidemment le président américain s'est rendu roi des volte-face. D'abord c'était avec la Corée du Nord. Après s'être livré aux insultes les plus ordurières avec Kim Jun Un, Donald Trump décide du jour au lendemain de faire la paix avec le dirigeant nord-coréen qualifié de merveilleux au passage. Aujourd'hui c'est sur le cas iranien qu'il se signale. Après avoir retiré les Etats-Unis de l'accord vienne concernant le retour de l'Iran au sein de la communauté internationale, le revoilà qui fait machine arrière et souhaite à présent discuter avec la République islamique. L'imprévisibilité de Donald Trump a amené bon nombre d'observateurs à se demander s'il était toujours apte à diriger la plus grande puissance mondiale, et qui plus est, dispose d'une bombe atomique. Par ses comportements impulsifs, Trump est en train d'amener le monde vers des lendemains incertains. Il a d'ailleurs déjà déclenché une guerre commerciale qui affecte les propres industries des USA. Vivement qu'il puisse être stoppé avant que ne survienne la pire

**Processus de déploiement de l'Entreprise sociale du Marché Commun****Le Conseil d'Administration des Conseillers membres fondateurs d'honneur institué**

Les adhérents au cours de l'AG

L'Association des Conseillers membres fondateurs d'honneur de la Production commune au Togo (CMFH-PC-TG) étaient en ensemble générale extraordinaire ce 21 juillet au siège de l'Entreprise sociale de la production commune (Esmc). Il était question de doter l'Association d'un Conseil d'Administration (Ca) qui aura pour mission la mise en place et la coordination des bureaux locaux et des divisions techniques de l'Esmc sur toute l'étendue du territoire togolais.

A l'issue des travaux, il a été élu un bureau de 11 membres pour un mandat de 5 ans renouvelable une seule fois. Il sera dirigé par M. Bagnabana Koffi qui a récolté 62 voix contre 35 pour son adversaire. Le

nouveau président loin de se réjouir de son élection considère au contraire sa mission comme un sacerdoce. « Je ne suis pas heureux de dire que je suis élu. Je sais que c'est une mission à laquelle je me suis consacré depuis le début et je sens que je dois continuer », a-t-il déclaré à la presse.

« Nous sommes des conseillers membres fondateurs qui ont fait des apports auprès de l'Entreprise sociale de la production commune (Esmc) pour soutenir les démunis dans le cadre de la réalisation des Objectifs de développement durable (Odd) », a poursuivi le président élu. Enfin il conclut réaliser la hauteur de la mission tout en se disant prêt à relever le défi.

Régis

Musique togolaise**Santrinos Raphaël lance son premier album**

Le jeune artiste togolais, Santrinos Raphaël a officiellement présenté samedi 29 juillet, son tout premier album au public. Album baptisé : « Crois en moi ». Composé de 18 titres, cette œuvre musicale a été présentée aux mélomanes lors d'une conférence de presse animée à Lomé par l'artiste et son équipe, a constaté sur place l'Agence de presse AfreePress.

« L'album « Crois en moi » est très riche en faits sociaux. Il représente, l'adolescence, la découverte de l'amour et de la romance (fiançailles, Juste une soirée, Crois en moi, Lonlon). La rupture et la déception (Effondré, A qui la faute). Les chansons pour le citoyen comme Lomé by Night, Bellifornia Love dans lesquels la beauté et les bons plans de Lomé sont ventés », a expliqué l'auteur.

Pour l'étoile montante du Rn'B togolais, cet album réalisé en seulement trois (3) ans n'est qu'un premier cachet de son savoir-faire dans l'histoire de la musique togolaise. « La musique est un métier pour moi et en tant que jeune passionné, je vais lutter pour réussir et laisser mon empreinte dans l'histoire de la musique togolaise », a déclaré Santrinos à AfreePress.



La feuille de route de la CEDEAO

- **Les élections législatives le 20 décembre prochain**
- **Limitation du mandat présidentiel à deux et élections à deux tours**
- **Amélioration du cadre électoral**
- **Recomposition de la Cour Constitutionnelle**

La 53ème session ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est tenue mardi à Lomé avec la très attendue feuille de route pour une sortie de crise au Togo. La conférence des chefs d'Etat et de gouvernement recommande les élections législatives le 20 décembre avec un cadre électoral revu. Elle préconise des réformes : la limitation du mandat présidentiel à deux et le mode de scrutin à deux tours avec une recomposition de la Cour constitutionnelle. Les chefs d'Etat préconisent aussi un comité de suivi composé de la Commission de la CEDEAO, de la majorité au pouvoir et de la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition. Elle aura la charge de suivre l'application de ses recommandations.



Passation de témoin entre Faure et Buhari

La feuille de route, mieux la potion magique pour une sortie définitive et durable de l'interminable crise politique que connaît le Togo depuis bientôt un an est connue dans la soirée de mardi. La 53ème session ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'espace communautaire a pris en compte les principales revendications de la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition sauf celle qui divise : « le retour à la Constitution de 1992 dans sa version originelle ». Il faut tout de même souligner que cette revendication avec la « fameuse » disposition « en aucun cas nul ne peut faire plus de 2 mandats » n'a pas été prise en compte par la CEDEAO. En somme l'institution communautaire préconise de profondes réformes d'une manière consensuelle mais n'aborde pas la question de la possibilité de la représentation du président Faure à de nouvelle élection présidentielle qui a le droit de se représenter à la présidentielle de 2020 s'il le souhaite.

La feuille de route

Au terme des travaux de la 53ème session ordinaire de la CEDEAO, les chefs d'Etats et de gouvernement

dans le communiqué final ayant sanctionné les travaux, l'institution sous-régionale appelle les différents protagonistes de la crise togolaise à jouer leur partition pour l'adoption rapide des réformes politiques. Elle souhaite que ces réformes se fassent au parlement mais au cas échéant, elles devraient se faire à travers une consultation populaire.

Des points spécifiques concernant « le mode de scrutin à deux tours pour l'élection du président de la République ; la limitation à deux, du nombre de mandats présidentiels ; la recomposition de la Cour Constitutionnelle pour notamment revoir sa composition et limiter le nombre de mandat de ses membres ». La CEDEAO invite aussi à revoir la composition de la Cour Constitutionnelle et « limiter le nombre de mandat de ses membres ». Et à mettre à jour le fichier électoral.

La conférence tient à l'organisation de manière transparente crédible et inclusive, des élections c'est pourquoi à travers « l'accélération et la finalisation du recensement électoral pour établir des listes électorales fiables ; la possibilité pour les Togolais vivant à l'étranger de voter dans leurs lieux de

résidence lors des élections nationales et le déploiement des observateurs électoraux ». Toutes ces dispositions devraient déboucher à l'organisation des prochaines élections législatives le 20 décembre 2018.

La conférence des chefs d'Etats a également demandé à la Commission de la CEDEAO d'apporter son appui et son expertise

condamné tout recours à la violence et invite les acteurs politiques togolais et la société civile « de s'abstenir en toute circonstance, des actes et des propos susceptibles d'alimenter de nouvelles tensions et de compromettre les efforts en cours ». Une instruction a été donnée à la Commission de la CEDEAO de « poursuivre son soutien aux facilitateurs ».

L'esprit du dialogue du président Faure

Depuis le début de cette crise, le gouvernement togolais a toujours privilégié l'esprit de dialogue avec l'opposition pour la résoudre et c'est sur initiative du chef de l'Etat que la CEDEAO s'est impliquée dans la crise pour la juguler en désignant



technique dans l'organisation et le déroulement des prochaines élections au Togo.

Après avoir renouvelé son soutien aux deux facilitateurs du dialogue inter-togolais notamment le président Alpha Condé de la Guinée et son homologue du Ghana Nana Akufo-Addo et demande à ces derniers de poursuivre leurs efforts en vue d'une résolution rapide de la crise togolaise et de rendre compte à la conférence à la prochaine session des chefs d'Etat. Pour ce faire, la conférence des chefs d'Etat a décidé « d'instituer un comité de suivi composé des représentants des facilitateurs, de la majorité au pouvoir, de la coalition des 14 partis de l'opposition et de la Commission de la CEDEAO ».

La conférence a aussi

les deux facilitateurs à savoir le président ghanéen Nana Akufo-Addo et son homologue guinéen le professeur Alpha Condé qui se sont impliqué jusqu'à la

sortie de la feuille de route. C'est pour cela que la conférence des chefs d'Etat « salue la volonté d'ouverture et de dialogue permanent du président de la République togolaise et note avec intérêt sa disponibilité à travailler avec toutes les forces vives de la nation ».

Buhari nouveau président en exercice de la CEDEAO

A l'issue des travaux, le président nigérian Muhammadu Buhari a été élu nouveau président en exercice de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement par ses pairs. Il succède à Faure Gnassingbé et devra présider la prochaine session des chefs d'Etat et de gouvernement de l'institution communautaire. Le numéro un du géant nigérian devra suivre de près, les différentes recommandations de la CEDEAO émises lors de la 53ème session ordinaire des chefs d'Etat de l'institution.

Par ailleurs à l'ouverture de cette 53ème session, le nouveau président de la Commission de la CEDEAO,

l'Ivoirien Jean-Claude Kassi Brou et de cinq (5) nouveaux juges de la Cour de Justice de la CEDEAO ont eu à prêter serment.

Joachim Loko

CEDEAO-CEEAC

Désormais un sommet conjoint rotatif des deux espaces communautaires tous les deux ans

Le sommet conjoint CEDEAO-CEEAC a pris fin lundi soir à Lomé avec l'institutionnalisation par les chefs d'Etats d'un sommet conjoint tous les deux ans de façon rotative dans les deux espaces communautaires.

A l'issu des travaux de ce sommet, les chefs d'Etats et de gouvernement ont adopté la déclaration de Lomé sur la

paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans les espaces communautaires de la CEDEAO et de la CEEAC. Et surtout un sommet rotatif tous les deux ans des deux espaces communautaires.

Le président de la

Suite à la page 6

Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC

Les chefs d'Etats pour une approche sécuritaire commune

Le sommet conjoint de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) s'est tenu lundi dernier à Lomé, pour plancher sur l'harmonisation des réponses face aux défis sécuritaires qui se posent dans les deux zones du continent.

Trouver une solution commune aux questions sécuritaires au sein de la CEDEAO et de la CEEAC, voilà l'objectif de cette entre rencontre des 26

l'Afrique, une proximité qui selon le numéro un togolais crée des interactions et de l'interdépendance entre les deux pays des deux espaces communautaires. Egalement

déchets toxiques dans les mers ect. Nos deux régions subissent également d'autres activités transfrontalières, notamment le trafic des armes, le trafic d'êtres humains » a affirmé le chef de l'Etat avant d'inviter les participants de cette rencontre à prendre en compte ces menaces

l'extrémisme. « Au-delà de la question du terrorisme violent dans l'espace CEEAC-CEDEAO examinée par ce sommet, nous devrions élargir notre champ de la coopération interrégionale aux autres questions sécuritaires » a déclaré le président Ali Bongo Odimba. Il a ensuite évoqué « la problématique de la gestion concertée des flux migratoires » qui impactent négativement la sécurité des Etats dans les deux espaces communautaires, une menace pour le développement. « Une réflexion commune devrait être menée afin que des solutions pérennes soient trouvées » a-t-il ajouté.

Il faut souligner que la présence inquiétante et persistante du groupe djihadiste nigérian Boko Haram en Afrique de l'ouest et centrale devient plus qu'un sujet de préoccupation, ce qui oblige l'Afrique à être active face aux manœuvres de ce groupe djihadiste. A cet effet, ce sommet figure en bonne place dans l'agenda des chefs d'Etats de ces différentes zones concernées. Il est à rappeler que la CEEAC a amorcé en 2013 une synergie avec la CEDEAO dans la lutte commune contre le terrorisme. A cela s'ajoute la situation au Mali et dans le Sahel sont aussi abordées par les chefs d'Etats et de gouvernement présents lors de ce sommet conjoint.

Tinos



Les Chefs d'Etat de la CEDEAO et de la CEEAC

chefs d'Etats et de gouvernement des espaces CEDEAO et CEEAC qui ont planché lundi sur des questions sécuritaires auxquelles les pays de ces deux espaces communautaires sont confrontés.

Dans son discours, le président Faure Gnassingbé, l'hôte du sommet a rappelé la proximité géographique entre les deux régions de

cette proximité influence les Etats et les populations des deux espaces.

« Le partage de frontières terrestres et maritimes communes rend vulnérables aux nombreuses menaces sécuritaires et environnementales dans le Golfe de Guinée notamment la piraterie, le trafic de pétrole, la pêche illégale, non déclarée et non réglementée et le déversement des

sécuritaires et a insisté sur le fait que les frontières ne doivent plus constituer un frein pour l'action des forces de sécurités pour mettre fin à ses maux.

Même son de cloche de la part du président gabonais et président en exercice de la CEEAC Ali Bongo Odimba qui a plaidé pour une coopération au-delà de la lutte contre le terrorisme et

LTDH

Réaction du gouvernement

Suite au rapport publié par la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme (LTDH) le 30 juillet 2018 sur la situation des droits de l'Homme depuis le 19 août 2017 jusqu'au 20 juillet 2018 et qui accuse l'Etat togolais de violation des droits de l'Homme, le gouvernement togolais réagit. Selon les autorités, ce rapport est « tendancieux » et « dénué de tout fondement objectif ».

Dans un communiqué du Secrétariat d'Etat chargé des Droits de l'Homme en date du 31 juillet, soit au lendemain de la publication du rapport, le gouvernement togolais s'est prononcé sur la publication dudit rapport. De façon concise, les autorités togolaises pensent que « le but visé par cette sortie médiatique de la LTDH, est de faire porter au gouvernement, la responsabilité des violences et des dérapages ayant entraîné des pertes en vies humaines. Le moment et la date choisis pour la publication d'un tel rapport en disent long sur les réelles intentions de leurs auteurs », lit-on dans le communiqué qui dénonce un « bilan partisan et dénué de tout fondement objectif ». « Le gouvernement exprime sa désapprobation face à cette présentation tendancieuse du contexte et du bilan des manifestations depuis le 19 août 2017 », poursuit le communiqué.

Par conséquent, le gouvernement togolais dit « rejeter, les accusations fallacieuses et non fondées de la LTDH et appelle une fois de plus toutes les organisations de défense des droits de l'homme à plus d'objectivité et de professionnalisme dans

l'accomplissement de leur mission ».

Pour finir, le gouvernement dit se réserver le droit de donner une suite judiciaire à ce dossier après analyse complète du contenu dudit rapport.

Pour rappel, le rapport la LTDH fait état de violations de droits de l'homme perpétrés depuis le 19 août 2017 avec notamment « des assassinats, des maltraitements psychologiques, des extorsions de biens, des pillages et vols, des tentatives d'enlèvement et menaces, des exactions commises sur les mineurs, des viols, des rafles militaro-policières, ainsi que de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Un bilan de 22 morts, 941 blessés dont 202 par balle, 472 arrestations, 255 personnes libérées et 53 toujours en détention, avait été présenté par la LTDH. Elle accusait « les agents de l'Etat, notamment les agents du Service de Renseignement et d'investigation (SRI), des groupes de militaires, des agents des unités de police et de gendarmerie, des préfets, des milices et des hommes politiques membres du parti au pouvoir » d'être à l'origine de ces exactions.

Accusé de fraudes à l'examen de CAPA

Le Prof Wolou se défend

Le Prof. Wolou Komi avait été accusé la semaine dernière dans certaines parutions de fraudes dans l'organisation de l'examen de CAPA promotion 2015-2017. Mais l'homme rejette en bloc ces accusations et voit plutôt en ces publications une volonté de l'atteindre politiquement.

Y a-t-il eu favoritisme dans l'organisation de l'examen du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Capa) ? Oui à en croire certains confrères parus la semaine écoulée. Selon ces derniers, le Prof. Wolou Komi en sa qualité de Doyen a influencé la décision du jury 2015-2017 dudit examen. Ces accusations qui touchent le doyen de la faculté de Droit de l'Université de Lomé a eu l'effet d'un petit séisme dans le microcosme politique, puisque que l'homme jusqu'à présent a eu un comportement loin des scandales. L'homme de Droit et chef de parti politique dans une sortie a tenu à mettre les choses au clair. « Il est exact que lors des examens de CAPA, 1 candidat sur les 211 inscrits depuis 2014 et les 124 qui ont composé en 2017 a eu la moyenne de 12 avant la délibération. Les points de jury ont été accordés à 17 autres personnes au cours

des délibérations. La pratique des points de jury constitue une constante de tous les jurys d'examen », a-t-il attaqué dans cette sortie. Il poursuit en expliquant que cette pratique a toujours existé depuis le temps du feu Doyen Foli. « Je voudrais relever que ce n'est pas en ma qualité de Doyen que j'ai été membre de ce jury, mais en celle du directeur du CAPA que je dirige depuis 2005. J'ai déjà dirigé la formation de plusieurs promotions d'avocats en toute transparence », poursuit-il. Concernant l'influence du Jury qui lui attribuée, le Prof. Wolou affirme ne pas avoir de voix prépondérante.

Enfin, le Prof. Wolou accuse plutôt les auteurs de la publication de manquer de professionnalisme, car n'ayant pas cherché à avoir la version de l'autre partie. Il conclut sa sortie en clamant son intégrité. « Pour finir, je tiens à préciser qu'à ce jour, aucune action n'a été



Prof. Komi Wolou

intentée contre le Professeur WOLOU Komi pour fraude dans le cadre de l'organisation du CAPA. L'action introduite devant la Cour suprême est un recours pour excès de pouvoir contre la délibération d'un jury sanctionnant l'examen du CAPA ».

Tentative de nuisance ou scandale?

Le professeur Wolou contrairement aux autres acteurs politiques est toujours vu comme incarnant une certaine vertu. Mais cette affaire quoi qu'on dise vient ternir cette image qu'à toujours affichée l'homme. Son plus grand défi sera de prouver son innocence le plus tôt possible et redorer son blason au risque de cette affaire le poursuivre telle une ombre.

Archange T. Faré

Lisez et faites lire votre journal Dounia le Monde

Côte d'Ivoire

Lancement en grande pompe des travaux du quatrième pont d'Abidjan



Amadou Gon Coulibaly, Premier ministre

Abidjan va être dotée d'un quatrième pont, qui reliera le quartier populaire de Yopougon au Plateau.

D'une longueur d'1,4 km, ce pont doit permettre de désengorger le nord de la capitale économique ivoirienne, en proie à d'incessants embouteillages. Il s'inscrit dans un projet de 7,2 km d'autoroutes urbaines et d'échangeur d'un coût total de 142 milliards de francs CFA (216 millions d'euros).

C'est la société chinoise China State Construction Engineering Corporation (CSCEC) qui a remporté l'appel d'offres. D'après le cahier des charges, elle doit

remettre l'ouvrage terminé pour fin août 2020.

70 000 véhicules par jour. Une fois construit, ce pont à péage devrait être emprunté par 70 000 véhicules par jour et ainsi soulager l'autoroute du Nord, seul grand axe du nord d'Abidjan et seule voie d'accès à Yopougon.

Le projet est financé à hauteur de 103 milliards de francs CFA (soit 150 millions d'euros) par la Banque africaine de développement (BAD), sous forme d'un prêt étalé sur 30 ans.

Quelque 30 milliards de francs CFA (47 millions d'euros) sont destinés à indemniser ou reloger les populations de ces zones

d'habitation très denses.

« La modernisation est en marche »

Cet ouvrage s'inscrit dans une volonté du gouvernement d'améliorer la circulation dans Abidjan avec la création notamment d'un train urbain, d'un cinquième pont et de plusieurs échangeurs et grands axes, a déclaré le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly.

Ces travaux doivent permettre « l'amélioration des conditions de vie des habitants et des performances du tissu commercial et industriel », a-t-il souligné.

« Ne vous laissez pas abuser par ceux qui disent 'On ne mange pas goudron, on ne mange pas béton' », a-t-il lancé estimant que ces investissements permettaient d'améliorer la « compétitivité » des entreprises et de « créer des emplois ».

« La modernisation est en marche sans oublier (...) le social », a conclu le Premier ministre lors de la cérémonie qui a réuni plusieurs milliers de personnes.

Quatre pistes pour faire progresser le commerce digital en Afrique

Lors de la Conférence de l'Union africaine sur le e-commerce, qui s'est tenue à Nairobi du 23 au 25 juillet, l'UA a présenté sa feuille de route pour que le continent rattrape son retard dans l'économie digitale.

Le marché du commerce digital en Afrique est en pleine expansion : estimé à 8 milliards de dollars (6,6 milliards d'euros) en 2014, il pourrait atteindre 75 milliards de dollars en 2025, selon le cabinet de conseil McKinsey.

Ces chiffres, révélés lors de la Conférence de l'Union africaine sur le e-commerce, qui s'est déroulée à Nairobi du 23 au 25 juillet sont pourtant faibles, en comparaison du volume du e-commerce mondial. Selon la Cnuced (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) – qui organisera d'ailleurs elle aussi un rendez-vous dédié au e-commerce africain, du 10 au 14 décembre prochain, à Nairobi – le e-

commerce mondial a en effet atteint les 25 trillions de dollars en 2015.

Pour le secrétaire général de la Cnuced, Mukhisa Kituyi, il y a donc urgence : « Les gouvernements vont devoir mettre la main à la pâte. L'Afrique a besoin d'efforts concertés pour ne pas rester à la traîne de l'ère de l'économie digitale », a-t-il déclaré en ouverture de la conférence à Nairobi.

Alors que le commerce intra-africain stagne à 18 % du commerce total du continent et que la part de l'Afrique dans le commerce mondial ne dépasse pas les 3 %, l'Union africaine voit dans le commerce digital la solution idéale pour développer les échanges. Mais les défis sont nombreux. État des lieux.

Guerre commerciale

Les Américains sentent déjà un effet boomerang

La guerre commerciale déclenchée par le président Trump au nom de « l'Amérique d'abord » commence à faire sentir ses effets sur les consommateurs américains. Les entreprises répercutent déjà sur les prix la hausse des produits et des matières premières importés - et donc taxés.

C'est l'effet boomerang de la taxation des produits importés décidée par les États-Unis et des contre-mesures adoptées par les autres pays. Déjà, le prix des cannettes de sodas, dont sont friands les Américains, a augmenté en raison de la

de société ou de rouleaux d'adhésifs qui utilisent plastiques et résines importés.

Les entreprises américaines n'ont pas l'intention de sacrifier leur marge bénéficiaire à la politique protectionniste du gouvernement : ils répercutent donc immédiatement le surcoût sur le consommateur.

Quant aux entreprises américaines exportatrices, elles sont pénalisées par les contre-mesures européennes et chinoises. Ainsi un plan d'urgence de 12 milliards de dollars a été mis en place pour aider les agriculteurs



hausse des taxes sur l'acier et l'aluminium. Pareil pour les automobiles, où ces matériaux entrent pour moitié dans les composants d'une voiture. Cela va jusqu'aux fabricants de jeux

empêchés d'exporter vers la Chine. Selon une étude de Goldman Sachs, la guerre commerciale pourrait réduire de 15% les bénéfices des 500 plus grosses entreprises américaines.

France

Bolloré présente une ardoise de 250 millions pour Autolib



Autolib

En France, après la résiliation du contrat Autolib' qui liait Bolloré à une centaine de communes d'Île-de-France, le groupe compte présenter une ardoise de 250 millions d'euros à ces collectivités, explique Marie Bolloré dans une interview au JDD. Une facture jugée démesurée sur laquelle la justice devra très vraisemblablement se prononcer.

Les pertes accumulées, plus les coûts de résiliation, plus l'indemnisation des salariés et la valeur des bornes de recharge, au total,

Bolloré compte exiger 250 millions d'euros en septembre du syndicat mixte Autolib' Vélib' de la région parisienne.

Le total des pertes, pour une opération qui devait lors de sa création en 2011 rapporter 56 millions d'euros par an, est encore supérieur, mais Bolloré accepte d'en prendre 60 millions d'euros à sa charge.

Résilié le 21 juin dernier par le syndicat qui représente 103 communes, le service Autolib' prend fin mardi prochain 31 juillet à minuit. Mais l'affaire ne

s'arrêtera pas là car les communes concernées refusent de payer une facture qu'elles jugent démesurée. Un tribunal administratif devra les départager.

En attendant Anne Hidalgo, maire socialiste de Paris, prépare une alternative à Autolib'. Tandis que Valérie Pécresse présidente Les Républicains d'Île-de-France estime, quant à elle, que les nouveaux services d'auto partage devraient être régulés au niveau de la région.

Feuille de route de la CEDEAO pour la sortie de crise

Agbéyomé Kodjo salue « la volonté affichée par toutes les parties à trouver une issue pacifique à la crise »

Au lendemain publication de la feuille de route de la CEDEAO, Agbéyomé Kodjo, le président de l'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS) a rendu public un communiqué dans lequel le parti a pris acte et s'est félicité des recommandations de la CEDEAO pour une sortie de crise au Togo. Pour le président de OBUTS, la plupart des revendications du Collectif des partis politiques de l'opposition rassemblés dans le C14 ont trouvé des réponses convenables auprès de l'Organisation sous-régionale. Le président Agbéyomé estime « que Toutes ces décisions constituent des avancées significatives qu'il convient de saluer en vue de garantir des élections justes, transparentes, et crédibles ». Il exhorte ensuite le président Faure à saisir « l'opportunité de cette feuille de route pour prendre des mesures courageuses à même d'insuffler une nouvelle dynamique à la gouvernance du pays, afin de réduire la fracture sociale pour redonner confiance au peuple ». L'ancien président de l'Assemblée nationale a également félicité les membres de la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition, le peuple togolais et la diaspora, pour leur détermination et leur combat qui ont contribué « aux avancées politiques indéniables ».

Feuille de route de sortie de crise

Le ministre Bawara : le gouvernement accueille avec « satisfaction, humilité et gratitude » les décisions de la CEDEAO

Le ministre Gilbert Bawara réagit après la publication de la feuille des recommandations de la CEDEAO pour la sortie de crise dans une interview qu'il a accordée à notre confrère en ligne savoirnews.net. Pour le ministre Bawara, c'est avec «satisfaction, humilité et gratitude» que le gouvernement accueille les «décisions et résolutions de la Cedeao sur la situation politique au Togo»

Le ministre de la Fonction publique estime que la feuille de route de la Conférence des chefs d'Etat ne doit pas être interprétée comme la victoire d'un camp sur un autre. «Les orientations et la direction préconisées ne consacrent pas la victoire d'un camp contre un autre, le triomphe de certaines positions contre les autres», a-t-il expliqué.

Gilbert Bawara déplore que ce soit la Cedeao qui



Ministre Gilbert Bawara

vienne régler un problème que les Togolais auraient pu résoudre entre eux-mêmes. «La vérité est que nous n'aurions jamais dû en arriver là, en contribuant les uns et les autres à mutiler notre propre pays».

Il met la réussite du sommet de Lomé à l'actif de «la sérénité» et la «pondérance» du président Faure.

M. Bawara exprime la

reconnaissance du gouvernement à l'endroit des facilitateurs de la Cedeao, Nana Akufo-Addo et Alpha Condé pour leur «disponibilité à continuer d'aider les Togolais dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du sommet».

Au terme du sommet de Lomé mercredi, les chefs d'Etat de la CEDEAO recommandent à la classe politique togolaise, la poursuite du dialogue, l'amélioration du cadre électoral, les réformes constitutionnelles et institutionnelles notamment la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels et le mode de scrutin à deux tours. Ils appellent par ailleurs à organiser les élections législatives au plus tard le 20 décembre prochain.

Avec courrierdafrique

Il encourage l'Assemblée nationale togolaise à faire preuve de sagesse « pour trouver le mécanisme consensuel, permettant l'adoption des reformes actées par la voie parlementaire, avant la prochaine élection législative ». Lire l'intégralité du communiqué de OBUTS

COMMNIQUE DE PRESSE DE OBUTS DU 1er AOUT 2018

TOGO : FEUILLE DE ROUTE CEDEAO ET IMPERATIF D'ETHIQUE REPUBLICAINE

La formation politique OBUTS (Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire) a suivi avec une grande attention le sommet de la CEDEAO tenu ce 31 Juillet 2018 à Lomé, et portant entre autres préoccupations de l'Organisation sous régionale, sur la feuille de route de sortie de la crise politique togolaise.

La formation politique OBUTS prend acte des recommandations issues du dernier Sommet de la CEDEAO et considère que la plupart des revendications du Collectif des partis politiques de l'opposition rassemblés dans le C14 ont trouvé des réponses convenables auprès de l'Organisation sous régionale notamment : le mode de scrutin à deux tours pour l'élection du Président de la République ; la limitation du nombre de mandat présidentiel à deux ; le vote de la diaspora, la recomposition de la Cour Constitutionnelle, l'établissement d'une liste électorale fiable et consensuelle qui passe impérativement par un nouveau recensement électoral, et la refonte du cadre électoral .

Toutes ces décisions constituent des avancées significatives qu'il convient de saluer en vue de garantir des élections justes, transparentes, et crédibles.

La formation politique OBUTS exprime toute sa reconnaissance aux facilitateurs qui n'ont ménagé aucun effort pour rapprocher les points de vue des protagonistes du dialogue, et remercie la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEDEAO, pour son accompagnement soutenu et sa disponibilité à œuvrer pour le renforcement d'un climat de paix durable au Togo.

La formation politique OBUTS exhorte le Chef de l'Etat à saisir l'opportunité de cette feuille de route pour prendre des mesures courageuses à même d'insuffler une nouvelle dynamique à la gouvernance du pays, afin de réduire la fracture sociale pour redonner confiance au peuple, dans sa quête lancinante de vivre ensemble harmonieux, dans une société réconciliée et solidaire

La formation politique OBUTS salue la volonté affichée par toutes les parties à trouver une issue pacifique à la crise, et encourage le Gouvernement à procéder à la libération des autres détenus liés aux manifestations publiques, dans le souci d'un apaisement indispensable à la décrispation politique, et à une préparation sereine des prochaines élections.

La formation politique OBUTS encourage l'Assemblée Nationale, à faire preuve de sagesse pour trouver le mécanisme consensuel, permettant l'adoption des reformes actées par la voie parlementaire, avant la prochaine élection législative.

La formation OBUTS tient à féliciter les membres du C14, le peuple togolais et la diaspora, pour leur détermination et le combat qu'ils ont porté et qui a contribué aux avancées politiques indéniables que nous saluons tous aujourd'hui.

La formation politique OBUTS invite le Peuple togolais à demeurer vigilant et déterminé et à ne céder à aucune provocation de nature à remettre en cause le processus de sortie de crise ainsi amorcé.

La formation politique OBUTS prend acte de la date annoncée des prochaines élections législatives fixée au 20 décembre 2018, et demande la publication dès à présent, d'un chronogramme des opérations électorales, pour vérifier si la date envisagée est compatible avec la projection des contraintes à observer, pour des élections claires justes et crédibles.

Elle relève qu'en dépit des réformes annoncées, beaucoup de choses restent à faire pour réconcilier le peuple togolais avec sa classe politique, en vue d'asseoir une gouvernance exemplaire et plus soucieuse des aspirations quotidiennes de nos concitoyens.

La formation politique OBUTS reste déterminée, à apporter sa contribution à l'émergence d'une société de paix et de justice dans laquelle, chaque fille et chaque fils de notre pays puisse se sentir heureux et fier de prendre sa part dans la construction d'un Togo meilleur.

La formation politique OBUTS exhorte enfin toute la classe politique et la société civile à faire montre de courage politique et d'éthique républicaine en vue de l'aboutissement heureux de la feuille de route de sortie de crise de la CEDEAO.

Fait à Lomé, le 1er août 2018

Le Président National

Agbéyomé Messan KODJO

Tinos

CEDEAO-CEEAC

Désormais un sommet conjoint rotatif des deux espaces communautaires tous les deux ans

Suite de la page 3

Commission de la CEDEAO et le secrétaire général de la CEEAC ont été instruits par les chefs d'Etats à initier dans les plus brefs délais, des négociations allant dans le sens de la coopération judiciaire entre les pays en vue de lutter efficacement contre le terrorisme. Les chefs d'Etats ont aussi réaffirmé leur volonté de renforcer mutuellement les capacités des forces de l'ordre de leur pays respectif,

d'œuvrer à la formation du personnel, des exercices conjoints, des renseignements. La Libye un pays déstabilisé est devenu le nid du terrorisme et donc une source d'instabilité dans la région du Sahel c'est pourquoi, les présidents ont appelé à une résolution rapide de la crise en Libye.

Les deux espaces communautaires ont aussi décidé d'institutionnaliser le sommet conjoint qui devrait se tenir chaque deux ans de manière rotative dans un

pays membre de la CEDEAO ou de la CEEAC. Par ailleurs N'Djamena, la capitale tchadienne est retenue pour abriter le prochain sommet en 2020.

Par ailleurs « Les chefs d'Etats et de gouvernement décident de mettre en place un comité ministériel de suivi de la mise en œuvre des décisions du présent sommet conjoint qui doit se réunir une fois l'an » selon les termes du communiqué final.

Comment Womé Dové est-il arrivé à Ventspils ?

Pour la première fois, l'international togolais découvre un championnat européen. Son arrivée à Ventspils, en Lettonie, pour une durée de 2 ans. Pour une des rares fois, son transfert ne s'est pas fait via un agent.

Ce mercato permet à Womé Dové de poser ses valises en Lettonie, dans l'équipe de Ventspils. Il n'y a pas signé son contrat de 2 ans par l'intermédiaire d'un agent de joueur. C'est son compatriote, Mama Gaffar, également sociétaire du club, qui a parlé de son jeune frère à ses dirigeants. « Je suis venu à Lettonie grâce à un capitaine, un ancien dans le domaine qui continue à jouer toujours, qui est Mama Gaffar qui est déjà sur place

», précise-t-il sur africatopsports.com.

L'ancien joueur de Gomido de Kpalimé ajoute que « C'est lui qui a parlé de moi aux responsables du club, ce n'est pas un agent qui m'a amené. Le président a regardé mes vidéos sur youtube et il est intéressé. C'est comme ça que je suis arrivé ici. Ensuite le DT est rentré en contact avec moi et on a commencé à faire les dossiers ».

Womé Dové, 27 ans, après avoir quitté le championnat togolais, a fait jusque-là l'essentiel de sa carrière en Afrique du Sud. Il a notamment porté les couleurs de Free State Stars, Supersport United,



Mamelodi Sundowns et puis Orlando Pirates.

Dans sa nouvelle équipe, l'Epervier veut contribuer à gagner le championnat et la Coupe de Lettonie. Il vise également loin : « Je ne suis pas venu ici pour y rester. Je suis là pour trouver mieux qu'ici. Donc il faut que je travaille beaucoup ». Un bel objectif qui pourra lui rouvrir les portes de la sélection nationale

Elite One

Coton Sport fête son quinzième titre de Champion du Cameroun

En recevant ce dimanche Dragon de Yaoundé, Coton Sport savait que le plus difficile serait de tenir les 90 minutes de la rencontre parce qu'au bout, des festivités étaient organisées pour célébrer le titre de Champion du Cameroun. Et dans son cas, le quinzième titre a un goût inégalé en ce sens que depuis deux ans, cette équipe avait perdu sa boussole gagnante. Le gratin de la Ligue avait fait le déplacement de Garoua pour être de la partie. C'est le premier titre de son entraîneur, Bertin Ebwellé,

qui n'a pris que quelques mois pour rôder son groupe.

Les choses ne s'annonçaient pourtant pas facile pour Coton Sport puisqu'avant la prise en charge du club par l'ancien mondialiste, Coton n'allait nulle part.

Ce premier trophée vient avec beaucoup de satisfaction puisque les meilleurs joueurs du club ont tous signé des contrats lucratifs dans des clubs professionnels. Et le club en retour va bénéficier de bons retours financiers. Le club est d'ailleurs le seul club camerounais à disposer d'un



centre d'entraînement moderne construit sur de larges hectares de terrain, fruit des transferts de la génération Aboubakar Vincent et consort.

Lewandowski désire aller au Real

"Attentif sur le cas Lewandowski" : le quotidien espagnol Marca fait sa Une ce dimanche sur les désirs de l'attaquant du Bayern Munich de rejoindre le Real Madrid. Il s'agit d'un secret de polichinelle mais le

dossier n'a pas avancé pour l'international polonais dont le contrat court jusqu'au 30 juin 2021. A l'heure actuelle, le club bavarois ne souhaite pas ouvrir des discussions autour du meilleur buteur de ses trois dernières

saisons. En tout cas, l'idée ne déplaît pas au nouvel entraîneur merengue Julen Lopetegui : il souhaite l'arrivée d'un attaquant de top niveau supplémentaire.

Simeone père et fils réunis?

Diego Simeone veut renforcer l'effectif de l'Atlético Madrid avec son fils Giovanni, actuellement à la Fiorentina. Mais pour s'attacher les

services de l'attaquant argentin (23 ans), les Colchoneros devront offrir plus que les 40 millions d'euros rejetés par les dirigeants de la Viola selon le

quotidien catalan Sport. La saison dernière, Giovanni Simeone a inscrit 14 buts en 38 rencontres de Serie A.

Fékir vers la prolongation

Annoncé partant depuis la fin de saison dernière, proche de Liverpool avant le début de la Coupe du monde, Nabil Fekir est toujours à l'OL. Depuis plusieurs semaines,

Jean-Michel Aulas répète à l'envi que le champion du monde restera chez les Gones la saison prochaine. Et, à en croire France Football, le capitaine lyonnais pourrait même

prolonger son contrat avec son club formateur. Reste à savoir si un club anglais se manifeste dans le dossier avant le 9 août, date de fermeture du mercato outre-manche.

Cameroun : un ticket Seedorf-Kluivert?

Le flot de rumeurs ne faiblit pas concernant le poste de sélectionneur des Lions Indomptables. Si Sven-Gorän Eriksson a été aperçu dans la semaine à Yaoundé, une autre piste mènerait vers l'arrivée d'un duo d'anciens de l'Ajax Amsterdam d'après le site footmercato.net. Clarence Seedorf en entraîneur en chef, Patrick Kluivert dans le rôle de l'adjoint : ce serait l'idée envisagée par le comité de normalisation de la Fécafoot. Le premier cité reste sur une relégation en Segunda División avec le Deportivo La Corogne alors que l'ex-attaquant du LOSC est libre depuis qu'il a cessé d'être directeur du football au PSG en 2017.

Valence négocie pour Guedes

Peter Lim, le propriétaire singapourien du Valence CF, est en terrain conquis pour poursuivre les discussions avec les dirigeants du PSG concernant le transfert définitif de Gonçalo Guedes. D'après les informations de RMC, il a en effet été évoqué des "négociations secrètes" alors qu'il était dans les couloirs du National Stadium en marge du match amical remporté (3-2) par le champion de France face à l'Atlético Madrid.

Valence a levé en fin de saison dernière l'option d'achat de 25 millions d'euros pour le milieu de terrain prêté par l'Inter Milan. Mais selon France Football, Tottenham fait les yeux doux à l'international français âgé de 25 ans. Sauf que les Spurs devront approcher la clause libératoire de Geoffrey Kondogbia fixée à 80 millions d'euros.

M'Vila prolonge à l'ASSE

Venu pour se relancer dans le Forez durant l'hiver dernier, Yann M'Vila a prolongé son contrat de trois années

supplémentaires avec l'AS Saint-Etienne. Son bail court désormais jusqu'en 2022. Durant la phase retour du championnat, le milieu avait eu un rôle prépondérant (17 matches sur 19) dans la bonne passe stéphanoise.



David Luiz veut rester

Avec son nouveau coach Maurizio Sarri, Chelsea est en pleine reconstruction et David Luiz désire faire partie du projet. "Lorsque j'ai pris la décision de quitter Paris et revenir ici, c'était pour remporter la Premier League, déclare-t-il au site Sky Sports. J'adore la philosophie de Sarri. Nous jouons haut avec une possession élevée et un jeu basé sur la technique." Le défenseur brésilien est engagé jusqu'en 2019 avec les Blues.

Giniac écarte l'hypothèse AS Monaco

Dans un entretien avec le célèbre journaliste mexicain Pello Maldonado, André-Pierre Gignac s'est longuement confié sur sa vie et son parcours. L'attaquant de 32 ans en a aussi profité pour couper court à la rumeur de son éventuelle arrivée à l'ASM : "Il y a eu des contacts avec Monaco mais si je reviens en France ce sera à Marseille." Arrivé en juin 2015 aux Tigres de Monterrey, il est même allé plus loin : "je souhaite terminer ma carrière au Mexique"

Lisez et faites lire votre journal
Dounial le Monde

Bientôt opérationnel partout au Togo



NOUVEAU
Transfert d'argent

alafia
Transfert d'argent

Souple
pratique
...partout et quand vous voulez!

Tel: 90 01 59 13 / 91 70 72 56 / 22 46 45 29

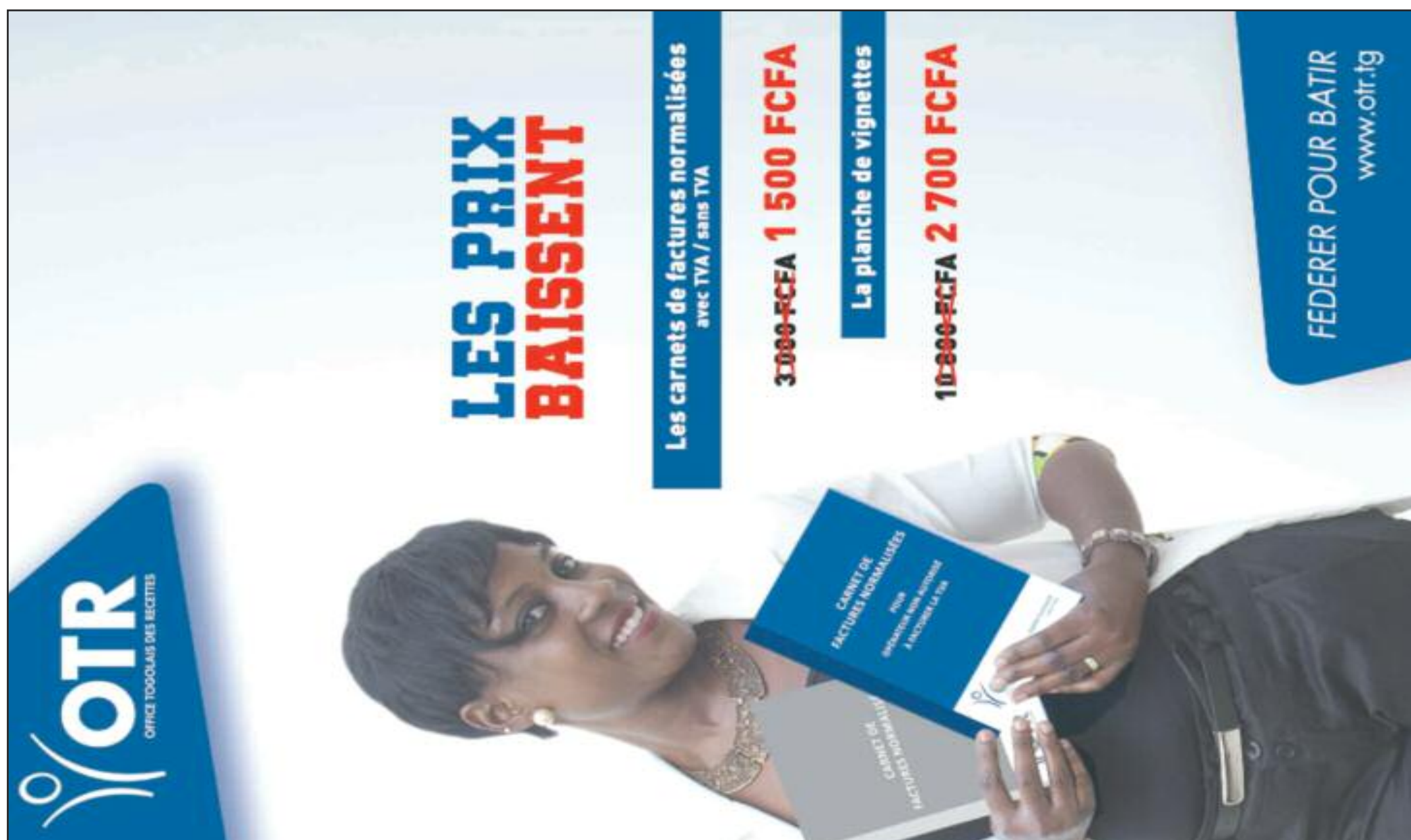


alafia
Transfert d'argent

**Nos tarifs
DE TRANSFERT AU TOGO**

Montant transfert FCFA	Frais	Montant transfert FCFA	Frais	Montant transfert FCFA	Frais
50 à 5 000	150	200 050 à 300 000	3 800	800 050 à 1 000 000	6 500
5 050 à 20 000	400	300 050 à 400 000	4 200	1 000 050 à 1 200 000	7 500
20 050 à 50 000	900	400 050 à 500 000	4 500	1 200 050 à 1 500 000	9 000
50 050 à 100 000	1 800	500 050 à 600 000	4 800	1 500 050 à 1 800 000	15 000
100 050 à 200 000	3 000	600 050 à 800 000	5 000	1 800 050 à 2 200 000	20 000
				2 200 050 à 4 000 000	35 000

disponible ici
...partout et quand vous voulez!



**LES PRIX
BAISSENT**

Les carnets de factures normalisées
avec TVA / sans TVA

~~3 000 FCFA~~ **1 500 FCFA**

La planche de vignettes

~~10 200 FCFA~~ **2 700 FCFA**

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg